



# Assemblée générale

Distr. limitée  
22 septembre 2003  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-huitième session Sixième Commission

### Organisation des travaux

#### Note du Secrétariat

1. Pour aider la Sixième Commission à organiser ses travaux, le Secrétariat juge utile, compte tenu des résolutions 1898 (XVIII) et 32/71 de l'Assemblée générale, en date respectivement des 11 novembre 1963 et 9 décembre 1977, et de l'alinéa b) de l'article 99 du Règlement intérieur de l'Assemblée, d'appeler l'attention de la Commission sur ce qui suit.

#### Questions renvoyées à la Sixième Commission

2. À sa 2e séance plénière, le 19 septembre 2003, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer 17 points de l'ordre du jour à la Sixième Commission. La liste de ces points figure dans la lettre datée du 19 septembre adressée au Président de la Sixième Commission par le Président de l'Assemblée générale (A/C.6/58/1).

#### Documentation relative aux questions renvoyées à la Sixième Commission

3. Dans le tableau ci-après sont énumérés les documents de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale relatifs aux questions renvoyées à la Sixième Commission : rapports de commissions ou comités et rapports qui doivent être présentés par le Secrétaire général en application de résolutions ou de décisions adoptées aux sessions précédentes de l'Assemblée, et documents distribués au titre des points de l'ordre du jour renvoyés à la Sixième Commission<sup>1</sup>, sur la demande d'États Membres.

---

<sup>1</sup> Le numéro figurant entre crochets à la suite de chaque question renvoie au point correspondant de l'ordre du jour de la cinquante-huitième session. La liste des documents a été établie sur la base des informations disponibles au 22 septembre 2003.



	<i>Date de publication prévue</i>
Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies [128]	
Rapport du Secrétaire général intitulé « Administration de la justice au Secrétariat : résultats des travaux de la Commission paritaire de recours pour 2001 et 2002 » (A/58/300)	Paru
Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international [148]	Aucune documentation préliminaire
Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international [149]	
Rapport du Secrétaire général (A/58/...)	Fin octobre
Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens [150]	
Rapport du Comité spécial, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 22</i> (A/58/22)	Paru
Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente-sixième session [151]	
Rapport de la Commission, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 17</i> (A/58/17)	Paru
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-cinquième session [152]	
Rapport de la Commission, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 10</i> (A/58/10)	Fin septembre
Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [153]	
Rapport du Comité, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 26</i> (A/58/26)	Fin novembre
Cour pénale internationale	
Rapport du Secrétaire général (A/58/372)	Début octobre
Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [155]	
Rapport du Comité spécial, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 33</i> (A/58/33)	Paru

	<i>Date de publication prévue</i>
Rapport du Secrétaire général sur le Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies (A/58/347)	Fin septembre
Rapport du Secrétaire général sur l'application des dispositions de la Charte des Nations Unies concernant l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions (A/58/346)	Fin septembre
Mesures visant à éliminer le terrorisme international [156]	
Rapport du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 37</i> (A/58/37)	Paru
Rapport du Secrétaire général (A/58/116)	Paru
Additif (A/58/116/Add.1)	Début octobre
Lettre datée du 12 mai 2003, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/58/78-S/2003/541)	Parue
Lettre datée du 10 juin 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/58/94-S/2003/642)	Parue
Lettre datée du 9 juillet 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/58/131-S/2003/703)	Parue
Lettres identiques datées du 12 août 2003, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/58/271-S/2003/808)	Parues
Lettre datée du 20 août 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/58/302-S/2003/827)	Parue
Note verbale datée du 22 août 2003, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente du Mali auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/58/315-S/2003/845)	Parue
Lettre datée du 11 septembre 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/58/361-S/2003/877)	Parue

	<i>Date de publication prévue</i>
Portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé [157]	
Rapport du Comité spécial, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 52 (A/58/52)</i>	Paru
Rapport du Secrétaire général (A/58/187)	Paru
Lettre datée du 20 août 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/58/302-S/2003/827)	Parue
Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction [158]	
Lettre datée du 2 avril 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/58/73)	Parue
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale [159]	Aucune documentation préliminaire
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté économique eurasienne [162]	
Lettre datée du 11 juin 2003, adressée au Président de l'Assemblée générale par les représentants permanents du Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/58/143)	Parue
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Groupe GOUAM [163]	
Lettre datée du 4 septembre 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/58/231)	Parue
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté de l'Afrique de l'Est [164]	
Lettre datée du 4 septembre 2003, adressée au Secrétaire général par les représentants permanents du Kenya, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/58/232)	Parue
Élection des bureaux des grandes commissions [5]	Aucune documentation préliminaire

## Date d'achèvement des travaux de la Commission, ordre et dates approximatives d'examen des questions

4. L'alinéa b) de l'article 99 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que :

« Chacune des grandes commissions, eu égard à la date fixée par l'Assemblée générale, sur recommandation du Bureau, pour la clôture de la session, décide de l'ordre de priorité des questions qui lui sont renvoyées et tient les réunions nécessaires pour achever l'examen de ces questions. Elle adopte, au début de la session, un programme de travail indiquant, si possible, la date retenue comme objectif pour l'achèvement de ses travaux, les dates approximatives de l'examen des questions et le nombre de séances à consacrer à chacune d'elles. »

5. Compte tenu du nombre de séances allouées à la Sixième Commission (voir par. 12 ci-après), il est proposé que la Commission fixe au 5 novembre 2003 la date limite d'achèvement de ses travaux.

6. La Sixième Commission pourrait envisager, aux fins de l'adoption de son programme de travail, de retenir le calendrier ci-après, établi sur la base des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et des programmes de travail adoptés antérieurement par la Commission, pour les dates approximatives d'examen des questions qui lui ont été renvoyées :

	<i>Dates approximatives d'examen</i>
Élection des bureaux des grandes commissions [5]	29 septembre 5 novembre
Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction [158]	29 septembre- 3 octobre 20 et 21 octobre
Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente-sixième session [151]	6 octobre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale [159]	9 octobre
Mesures visant à éliminer le terrorisme international [156]	6 et 10 octobre 15 et 16 octobre
Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [155]	9 et 10 octobre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté économique eurasiennne [162]	6 octobre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Groupe GOUAM [163]	9 octobre

	<i>Dates approximatives d'examen</i>
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté de l'Afrique de l'Est [164]	9 octobre
Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international [148]	9 octobre
Portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé [157]	13 et 17 octobre 23 octobre
Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies [128]	17 octobre
Cour pénale internationale [154]	20 octobre
Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens [150]	21 et 22 octobre
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-cinquième session [152]	27 octobre- 4 novembre
Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [153]	5 novembre
Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international [149]	5 novembre
Réserve	6 novembre

### **Constitution de groupes de travail et tenue de consultations**

7. En ce qui concerne le point 156 de l'ordre du jour, intitulé « Mesures visant à éliminer le terrorisme international », l'Assemblée générale, par sa résolution 57/27 en date du 19 novembre 2002, a décidé que les travaux (du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1996), se poursuivraient au besoin pendant sa cinquante-huitième session, dans le cadre d'un groupe de travail de la Sixième Commission. Compte tenu de la recommandation faite par le Comité spécial, qui figure au paragraphe 16 de son rapport<sup>2</sup>, et comme suite aux consultations ultérieures tenues avec le bureau du Comité spécial, la semaine du 6 au 10 octobre a été réservée à cette fin.

8. En ce qui concerne le point 157 de l'ordre du jour, intitulé « Portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé », l'Assemblée générale, dans sa résolution 57/28 en date du 19 novembre 2002, a prié le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-huitième session des mesures prises en vue d'appliquer cette résolution et décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-huitième session la question intitulée « Portée de la protection juridique offerte par la

<sup>2</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 37 (A/58/37).*

Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé ». Si la Sixième Commission devait décider de tenir des consultations ou de constituer un groupe de travail, du temps a été réservé à cette fin entre le 13 et le 17 octobre.

9. En ce qui concerne le point 158 de l'ordre du jour, intitulé « Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction », l'Assemblée générale a décidé, par sa décision 57/512, qu'un groupe de travail de la Sixième Commission serait convoqué à la cinquante-huitième session de l'Assemblée, du 29 septembre au 3 octobre 2003, pour poursuivre les travaux entrepris à la cinquante-septième session.

10. Les services de conférence alloués à la Sixième Commission étant limités (voir par. 12 ci-après), les réunions prévues pour les groupes de travail ou les consultations officielles devraient remplacer les séances plénières de la Commission au lieu de venir s'y ajouter.

### **Date limite pour la présentation des projets de résolution ayant des incidences financières**

11. L'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que : « aucune commission ne recommande à l'Assemblée générale, pour approbation, de résolution impliquant des dépenses sans que cette résolution soit accompagnée d'une prévision de dépenses établie par le Secrétaire général ». Il est donc essentiel que la Sixième Commission prévoit des délais suffisants pour l'établissement des prévisions de dépenses par le Secrétariat, ainsi que pour l'examen de celles-ci par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par la Cinquième Commission. Dans ces conditions, si le 5 novembre est retenu comme date de clôture pour les travaux de la Sixième Commission (voir plus haut par. 5), le 23 octobre 2003 devrait être la date limite pour la présentation à la Cinquième Commission de projets de résolution ayant des incidences financières.

### **Ressources disponibles pour les services de conférence**

12. Les moyens disponibles pour les services de conférence devraient en principe permettre à la Commission de tenir en moyenne neuf ou 10 séances plénières par semaine, et aux groupes de travail visés aux paragraphes 7, 8 et 9 ci-dessus de se réunir 6, 4 et 7 fois par semaine respectivement. Normalement, les séances du matin auront lieu de 10 heures à 13 heures et celles de l'après-midi de 15 heures à 18 heures.

13. Afin d'éviter des difficultés dans l'organisation des services à fournir pour les réunions des groupes régionaux de la Commission, toutes les demandes de réunions de ces groupes doivent être adressées à la Section de la planification et du service des séances par l'intermédiaire du Secrétaire de la Commission.